

Proposition pour un atelier « Education » à la CNCL de l'automne 2012

Il est probablement inutile d'insister sur l'importance de l'éducation dans un projet de société : il n'est qu'à se rappeler la place qui lui a été accordée dès la Révolution Française puis au cours de la construction de la République. Or la période politique qui s'ouvre promet d'être délicate vis-à-vis des questions éducatives : les engagements volontaristes de F. Hollande sur ce dossier ne pourront rester totalement lettre morte.

De nombreux éléments vont donc probablement évoluer à courte échéance (formation des maîtres, réforme des lycées, carte scolaire... à suivre). Or autant dans la période précédente on pouvait sans difficultés excessives se prononcer contre les régressions imposées¹, autant dans la période qui s'ouvre il faudra une analyse précise et une stratégie efficace pour espérer orienter les évolutions, éviter les manipulations (cf. Laval Nouvelle école capitaliste P 233), et saisir l'occasion de vraies avancées en la matière qui ne peuvent se limiter à des créations de postes.

Cependant le projet néolibéral mondial d'une école marchande, relayé par les instances européennes, ne s'arrêtera pas face au gouvernement socialiste. Afin de peser dans le débat qui va s'instaurer, Attac devra donc à la fois s'engager sur le plan théorique, proposer un projet d'éducation susceptible de contrer le schéma néolibéral², et cependant être présent dans les luttes au niveau local³. Pour cela, nous devons tenir des positions précises sur les éléments de fond de ce dossier, sur les concepts éducatifs essentiels, et sur les formes des luttes à venir afin de pouvoir défendre un vrai projet d'Ecole⁴ publique et de ne pas laisser place aux erreurs stratégiques. Si un « autre monde est possible », il doit être fondé sur une école aux ambitions vastes et affirmées.

Or il ne semble pas que nous disposions actuellement d'une doctrine opérationnelle, ni qu'une instance soit en ordre de marche pour l'élaborer. Il importe donc de se pencher rapidement sur ce sujet afin de définir des positions et des axes de travail, et probablement de donner suite par la constitution d'une commission éducation qui parvienne rapidement à décrire un schéma d'objectifs et d'actions.

Le comité local Isère a participé depuis le printemps 2011 à un collectif sur l'éducation, ce qui a été l'occasion pour nous de travailler ce dossier⁵. Les travaux et les échanges dans ce cadre nous ont conduits à dégager quelques points que nous considérons comme essentiels ; ceux-ci constitueraient autant d'axes possibles pour un atelier lors de la prochaine CNCL.

- Les finalités de l'Ecole
- L'utilité vs. l'aspect émancipateur
- Le périmètre d'un service public d'éducation
- L'autonomie par rapport au pouvoir politique
- L'Egalité et la justice
- L'Excellence et l'Elitisme
- La concurrence généralisée
- Les structures d'un pilotage démocratique
- Les formes de lutte (erreurs stratégiques, leurres...)

Une première option pour l'atelier que nous proposons consisterait à définir la méthodologie de travail d'une future « Commission Education » et à préciser les champs retenus parmi les précédents.

Cependant, compte tenu de la brièveté des ateliers, il nous semble que la CNCL pourrait plutôt dans un premier temps choisir un angle d'attaque restreint qui puisse rapidement conduire à des propositions opératoires, et amorcer le travail d'une future commission. Celle-ci, si elle devait exister, aurait ensuite à se pencher sur l'ensemble des sujets.

Si l'on retenait cette seconde option, la question des instances qui conduisent les choix éducatifs pourrait constituer un bon point d'entrée. Il nous semble en effet important de concevoir des structures démocratiques de projet, de pilotage, de décision, qui permettent dans le cadre d'un service public d'éducation de s'affranchir des contingences politiciennes et de leurs oscillations conjoncturelles, et d'associer des corps sociaux variés aux prises de décisions. De telles structures pourraient agir sur les plans scientifiques, administratifs, pédagogiques, organisationnels, voire financiers. La conception des programmes scolaires, ou l'orientation et l'utilisation de la recherche pédagogique, par exemple, devraient pouvoir fonctionner sur le mode des « forums hybrides », s'affranchir des directives conjoncturelles, et ne requérir l'expertise Académique que comme un recours ; syndicats, associations de spécialistes, associations pédagogiques, parents d'élèves, représentants des élèves, élus politiques, devraient y tenir une place importante.

L'atelier pourrait dans ce cas, à partir d'une description de la situation actuelle, travailler à la définition de telles structures, et préciser les domaines, les moyens et les limites de leurs interventions.

¹ Réduction du nombre de postes, quasi suppression des Rased, recul de la scolarisation en école maternelle, libéralisation de la carte scolaire...

² Rapport OCDE, IIEP...

³ Notre présence sur ce terrain semble d'autant plus nécessaire que se lève dans de nombreux pays une fronde étudiante contre la mutation marchande de l'enseignement et contre son cortège d'inégalités et de régressions.

⁴ Nous pourrions convenir dans un premier temps que ce périmètre se limite au primaire et au secondaire ; la place de l'enseignement supérieur dans un projet éducatif est bien différente, et le projet marchand y est bien plus avancé.

⁵ [http:// http://debateducationisere.eklablog.com/](http://debateducationisere.eklablog.com/)